

citeur et praticien en loi de la Cour Suprême de la colonie (nouvel Etat) de Victoria, Australie, écuyer, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatrième jour de janvier 1906, de nommer John Profit, de Westminster, Angleterre, écuyer, solliciteur, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec.

617

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 7 février 1906, de nommer M. Eugène Lapointe, conseiller de la municipalité du canton Ashford (Saint-Damase), comté de l'Islet, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 7 février 1906, de nommer MM. Octave Coursol, fils, et Menesippe Richer, conseillers de la municipalité de partie-est du canton Abercrombie (Saint-Hyppolite), comté de Terrebonne, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 7 février 1906, de nommer MM. Joseph Therriault, François April, Louis Malesfant et Georges LeBel, fils de Joseph, conseillers de la municipalité de Saint-Hubert, comté de Témiscouata en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

613

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 6 février 1906, de nommer M. Louis Tremblay, conseiller de la municipalité de Saint-Fulgence, comté de Chicoutimi, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 6 février 1906, de nommer MM. François Boulanger et Joseph Boilard, conseillers de la municipalité de Notre-Dame du Rosaire, comté de Montmagny, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

593

Avis du Gouvernement

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration requise par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sous-igné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Mégantic, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Thetford "

AUGUSTE TESSIER,

Ministre de l'agriculture.

Québec, 6 février 1906.

585

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Saint-Anastase de Nelson, comté de Mégantic, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1675qq des statuts révisés de la province de Québec.

AUGUSTE TESSIER,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 6 février 1906.

587

citor and proctor of the Supreme court of the colony (new State) of Victoria, Australia, esquire, a commissioner to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of January, 1906, to appoint John Profit, of Westminster, England, esquire, solicitor, a commissioner to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec.

618

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 7th of February, 1906, to appoint Mr. Eugene Lapointe, councillor, of the municipality of the township Ashford (St. Damase), county of l'Islet, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 7th February, 1906, Messrs. Octave Coursol, junior, and Menesippe Richer, councillors, of the municipality of the east part of the township Abercrombie (St. Hyppolite), county of Terrebonne, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 7th of February, 1906, Messrs. François Therriault, François April, Louis Malesfant and Georges Lebel, son of Joseph, councillors of the municipality of Saint Hubert, county of Témiscouata, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code.

614

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 6th February, 1906, to appoint Mr. Louis Tremblay, councillor of the municipality of Saint Fulgence, county of Chicoutimi, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, on the 6th of February, 1906, to appoint Messrs. François Boulanger and Joseph Boilard, councillors of the municipality of Notre Dame du Rosaire, county of Montmagny, in compliance of the provisions of article 327 of the municipal code.

594

Government Notice

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Mégantic, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the municipality of the north part of township Thetford. "

AUGUSTE TESSIER,

Minister of Agriculture.

Québec, 6th February, 1906.

586

Public notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Sainte-Anastase de Nelson, county of Mégantic, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the revised statutes of the province of Québec.

AUGUSTE TESSIER,

Minister of Agriculture.

Québec, 6th February, 1906.

588

"La William Claperton & Company, Limited" a été dûment autorisée à faire des affaires dans la province de Québec, avec la restriction que les pouvoirs conférés à la compagnie par sa charte seront exercés dans cette province dans la mesure que les corporations de même nature créées dans la province peuvent y exercer et sujette aux formalités prescrites par les lois de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Walter Wilson, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 2 février 1906. 569

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trente janvier 1906, incorporant MM. George Galbraith McKenzie, marchand, de Campbellton, N. B., Arthur C. Dutton, marchand bois, de Springfield, Mass, E. U., Joseph Alphonse Pinault, médecin, de Saint-Laurent de Métapédia, dans le comté de Bonaventure, Charles Bernier, architecte, de la cité de Montréal, Alfred Léofred, ingénieur civil, de la ville de Lévis, Michel Philias Laberge, notaire, de Saint-Pierre du Lac, dans le comté de Matane, pour les fins suivantes, savoir: construire et exploiter des aqueducs dans les paroisses de la vallée de la Métapédia, sous le nom de "Métapédia Water Works Co.", (incorporated), avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de février 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

591

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trentième jour de janvier 1906, incorporant MM. Alphide Tremblay, Johnny Tremblay, marchands, Joseph Giguère, Augustin Tremblay, commis-marchands, du village d'Hébertville Station, Adéard Perron, cultivateur et fromager, Thomy Tremblay, hôtelier, George Levesque, agent de station de chemin de fer, de Roberval, Elie Tremblay, négociant, de la ville de Chicoutimi, Arthur Plourde, cultivateur, de la paroisse de Saint-Jérôme, Bernier Desbiens, cultivateur, de Saint-Joseph d'Alma, Antet Tremblay et Théophile Tremblay, cultivateurs, de la paroisse de Saint-Bruno, pour les fins suivantes, savoir: l'exploitation des mines et minerais de toutes sortes avec droit de faire des fouilles et recherches et d'exercer tous les droits et pouvoirs conférés par "la loi des mines de Québec", en se conformant aux dispositions de cette loi et des amendements qui y seront faits de temps à autre, dans les comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi; le droit d'acquiescer, posséder, aliéner et transférer tous les biens meubles et effets mobiliers et immeubles nécessaires à la compagnie pour les fins de ses opérations, sous le nom de "La Compagnie Minière du Lac Saint-Jean", avec un fonds social de deux mille piastres (\$12,000.00), divisé en six cents (600) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de février 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

589

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du

The "William Clapperton & Company, Limited" has been duly authorized to carry on business in the province of Québec, with the restriction that the powers conferred to the company by its charter shall be exercised in this province in the measure in which corporations of like nature created in the province may exercise them here, and subject to the formalities prescribed by the laws of this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Walter Wilson, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 2nd February, 1906. 570

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the thirtieth day of January, 1906, incorporating Messrs George Galbraith McKenzie, merchant, of Campbellton, N. B., Arthur C. Dutton, lumber merchant, of Springfield, Mass, U. S., Joseph Alphonse Pinault, physician, of Saint Laurent de Metapedia, in the county of Bonaventure, Charles Bernier, architect, of the city of Montreal, Alfred Léofred, civil engineer, of the town of Lévis, Michel Philias Laberge, notary, of Saint Pierre du Lac, in the county of Matane, for the following purposes, namely: to construct and operate water works in the parishes of the valley of the Metapedia, by the name of "Metapedia Water Works Co." (incorporated), with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this sixth day of February, 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

592

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the thirtieth January, 1906, incorporating Messrs. Alphide Tremblay, Johnny Tremblay, merchants, Jos. Giguère, Augustin Tremblay, merchant's clerks, of the village of Hébertville Station, Adéard Perron, farmer, and cheese maker, Thomy Tremblay, hotel-keeper, George Levesque, railway station agent, of Roberval, Elie Tremblay, trader, of the town of Chicoutimi, Arthur Plourde, farmer, of the parish of Saint-Jérôme, Bernier Desbiens, farmer, of Saint-Joseph d'Alma, Antet Tremblay and Théophile Tremblay, farmers, of the parish of Saint-Bruno, for the following purposes, namely: working mines and ores of all kinds, with right to make excavations and searches, and to exercise all the rights and powers conferred by "The Québec Mining Act", on complying with the requirements of that law and the amendments that may be made thereto, from time to time, in the counties of Lake Saint John and Chicoutimi; the right to acquire, hold, convey and transfer all the movable and immovables necessary for the purposes of its operations, by the name of "La Compagnie Minière du Lac Saint-Jean", with a capital stock of twelve thousand dollars (\$12,000.00) divided into six hundred (600) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this sixth day of February 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

590

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the second

deuxième jour de février 1906, incorporant MM. Louis Joseph Roberge, de la ville de Lévis, Raoul Lavoie, de la paroisse de l'Islet, Nérée Gilbert et Charles Darveau, de la cité de Québec, tous quatre marchands, et Joseph Isaac Lavery, avocat et conseil du Roi, de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir : faire le commerce général de toutes marchandises qui peuvent faire l'objet d'un commerce ; fabriquer les meubles et tous les accessoires qui entrent dans leur construction, faire le commerce de bois, construire des quais, posséder des bateaux, mus soit par la vapeur, soit par l'électricité ou à la voile et les exploiter ; acquérir et posséder des immeubles pour les fins du dit commerce ; recevoir et acheter des garanties hypothécaires ou toutes autres garanties quelconques, telles qu'actions de banques ou actions d'autres compagnies à fonds social ; acheter l'actif et les affaires de la société maintenant connue sous le nom de "The Quebec Furniture Co.", et composé des deux présents requérants Roberge et Lavoie, et payer le tout soit en argent, soit par des actions acquittées de la présente compagnie ; acquérir des immeubles pour y installer les usines et les bâtisses nécessaires pour les affaires de la compagnie et payer iceux, soit en argent, ou par des actions acquittées de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Manufacturière de Meubles de Québec," (The Quebec Furniture Manufacturing Company), avec un fonds social de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune, dont trois mille actions seront privilégiées, et mille actions ordinaires.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce septième jour de février 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

621

Québec, 15 janvier 1906.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Henri Girard, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant à Danville, comté de Richmond, district de Saint-François, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu François Alexandre Brien, en son vivant, notaire public, demeurant et pratiquant au même endroit, comté et district susdits, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

285.3

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 9 décembre 1905.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le premier jour du mois de février prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le huitième jour du dit mois, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le quinzième jour du dit mois de février.

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée législative.

4099 2

PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES REGLES DU SENAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, RELATIVES AUX BILLS PRIVES.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoires intéressés dans

day of February, 1906, incorporating Messrs. Louis Joseph Roberge, of the town of Lévis, Raoul Lavoie, of the parish of L'Islet, Nérée Gilbert and Charles Darveau, of the city of Québec, all four merchants, and Joseph Isaac Lavery, advocate and King's Counsel, of the city of Québec, for the following purposes, namely : to carry on a general business in all kinds of merchandise than can be the object of a commerce ; to manufacture furniture and all the accessories that enter into their construction, to deal in wood, build wharves, own boats, propelled by steam, electricity or by sails, and to navigate them ; to acquire and hold immovables for the purposes of the said commerce ; to receive and buy hypothecary guarantees or any other guarantees whatsoever, such as bank shares or shares in other joint stock companies ; to purchase the assets and business of the association now known by the name of "The Quebec Furniture Co.", and composed of the two present petitioners Roberge and Lavoie, and to pay for the same either in cash or in paid up shares of the present company ; to acquire immovables to instal therein the workshops and buildings necessary for the business of the company, and to pay for the same either in cash or in paid-up shares of the company, by the name of "La Compagnie Manufacturière de Meubles de Québec," (The Quebec Furniture Manufacturing Company), with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of twenty five dollars (\$25.00) each, whereof three thousand shares will be privileged, and one thousand ordinary shares.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this seventh day of February, 1906.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

622

Québec, 15th January, 1906.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Henri Girard, esquire, notary public, practising and residing at Danville, county of Richmond, district of Saint Francis, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late François Alexandre Brien, in his lifetime notary public, practising at the same place, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

286

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Québec, 9th December, 1905.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the first day of the month of February next, that no private bill shall be introduced after the eighth day of said month, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the fifteenth day of said month of February.

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

4100

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS, RELATING TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz : In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory

la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie. Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française. La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle du temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition. Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.
THOS. B. FLINT,

29 Greffier de la Chambre des Communes.

REGLE SPÉCIALE DU SÉNAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

31 SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES RÈGLEMENTS SPÉCIAUX DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régier les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doivent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différenciant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être révisés et imprimés.

affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the English and French languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes, will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.
THOS. B. FLINT,
30 Clerk the House of Commons.

SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

32 SAML. E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper place and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifiés indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Résolu.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifieront dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir.

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

33

THOS. B. FLINT,
Greffier des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within or in any way affecting, the district which proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill

SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

Resolved.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future.

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bills be withdrawn.

34

THOS. B. FLINT,
Clerk of the Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both

l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'un individu, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the English and French languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in French, and one hundred in English, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in French, and one hundred copies in the English language, of the bill as amended; and moreover, such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in English and five hundred copies in French, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

37

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amé-

38

LOUIS FRECHETTE,
C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North

rique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire tout ce qui peut affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.]

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer des raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydrau-

America Act, 1867, "wether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application .

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred,

lques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'imprimeur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers

with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill

spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

39

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative

ERRATUM.

A la page 1565 de la *Gazette Officielle* du dix-huitième jour de novembre 1905, au bas de la page, district de Montréal, lisez Eugène Bateau, au lieu de Baron. 615

Demandes à la Législature

AVIS.

Messieurs Uldéric Hamel et autres électeurs municipaux de la paroisse de Saint-Pie, dans le comté de Bagot, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un bill subdivisant la dite paroisse à Saint-Pie en deux pour les fins municipales et scolaires, pour former une nouvelle municipalité sous le nom de L'Espérance. Cette nouvelle municipalité sera composée du rang L'Espérance et de la partie du rang Saint-Ours, comprise dans la paroisse Saint-Pie, et sera bornée au sud et à l'est par la municipalité de Saint-Paul d'Abbotsford, à l'ouest par la municipalité de Saint-Damase, et au nord par le rang de la presqu'île Saint-Pie.

A. GIRARD,
Procureur des requérants. 425.3
Québec, 23 janvier 1906.

AVIS

Demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi remettant en vigueur la charte de la "Quebec & James Bay Railway Company," et étendant le délai pour la construction et la complétion de son chemin de fer et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur des requérants. 289.4
Québec, 8 janvier 1906.

AVIS

Avis est par le présent donné que L'Hôpital Protestant pour les Aliénés s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de déterminer comment seront faits les placements de fonds de l'hôpital, pour en étendre l'objet, ratifier les placements déjà faits, et pour autres fins.

SELKIRK CROSS,
Solliciteur des requérants. 287.4
Montréal, 13 janvier 1906.

AVIS.

Application sera faite à la prochaine session de la législature de Québec, pour l'adoption d'un acte amendement la charte de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, lui donnant des pouvoirs plus étendus spécialement au sujet de la création des "Ecoles Ménagères Provinciales".

BEIQUE, TURGEON, ROBERTSON
& BEIQUE 201.5
Montréal, 10 janvier 1906.

AVIS.

La commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir : 1° l'autorisation d'emprunter, pour la construction ou l'acquisition

shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.'

40

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.

On page 1565 of the *Quebec Official Gazette* of the eighteenth day of November, 1905, at the bottom of the page, district of Montreal, read Eugène Bateau, instead of Baron. 616

Applications to the Legislature

NOTICE.

Messrs. Uldéric Hamel and other municipal electors of the parish of Saint Pie, in the county of Bagot, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to obtain a bill subdividing the said parish of Saint Pie into two for municipal and school purposes, to form a new municipality by the name of L'Espérance. This new municipality will be composed of the L'Espérance range and of the part of the Saint Ours range, comprised in the parish of Saint Pie, and will be bounded on the south and on the east by the municipality of Saint Paul d'Abbotsford, on the west by the municipality of Saint Damase, and on the north by range of the presqu'île Saint Pie.

A. GIRARD,
Attorney for petitioners. 426
Quebec, 23rd January, 1906.

NOTICE

Notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, for an act to revive the charter of the Quebec & James Bay Railway Company, and extend the delay for the construction and completion of its railway and for other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for applicants. 290
Quebec, 8th January, 1906.

NOTICE

Notice is hereby given that the Protestant Hospital for the Insane will apply, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to declare in what investments the funds of the hospital may be placed, to enlarge the scope thereof, and to ratify investments already made, and for other purposes.

SELKIRK CROSS,
Solicitor for applicants. 288
Montreal, 13th January, 1906.

NOTICE.

At the next session of the Quebec Legislature, application will be made for the passing of an act amending the charter of "l'Association Saint Jean Baptiste de Montréal", granting them more powers especially in connection with the creation of "Les Ecoles Ménagères Provinciales".

BEIQUE, TURGEON, ROBERTSON
& BEIQUE 202
Montreal, 10th January, 1906.

NOTICE.

The board of catholic schools of Montreal shall apply to the Quebec Legislature, at its next session, to obtain : 1. the authorization to borrow, for the construction or acquisition of five new schools, the

de cinq nouvelles écoles, la somme de \$250,000, amendement en conséquence les lois 54 Victoria, chapitre 53 et 5 Edouard VII, chapitre 90; 2° une augmentation de la taxe scolaire de 25 cents à 40 cents par cent piastres, amendement en conséquence les lois 32 Victoria, chapitre 16; 34 Victoria, chapitre 12; 36 Victoria, chapitre 33; 55-56 Victoria, chapitre 61, et 4 Edouard VII, chapitre 50.

E. BRASSARD,
217.5 Procureur.

La succession de feu Félix Décarie, en son vivant cultivateur, du village de Notre-Dame de Grâce Ouest, district de Montréal, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi autorisant les héritiers de la dite succession à partager immédiatement entre eux les biens qui en dépendent, et pour d'autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DECARY,
Avocat des requérants.

Montréal, 9 janvier 1906. 229 5

Provinces de Québec, }
District de Montréal. }
AVIS PUBLIC

Avis public est donné par MM. Joseph Edouard Wilfrid Lecours, Jos. Contant, Séraphin Lachance, A. D. Quintin, Henri Lanctôt, Joseph Boutin, Alfred Laurence et Edmond Vadeboncœur, tous pharmaciens, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être constitués en corporation sous le nom de "L'École de Pharmacie de l'Université Laval à Montréal," avec pouvoirs d'enseigner la pharmacie à Montréal, d'acquiescer et d'aliéner des biens, de posséder les pouvoirs des corporations en général et de recevoir toute quote part des biens pouvant provenir du partage ou de la liquidation des biens du collège de pharmacie de Montréal, ainsi que de faire tous les règlements qui seront jugés avantageux ou nécessaires pour la régie et l'administration des biens de la corporation; pour l'admission des membres de la corporation; pour la nomination des professeurs et du doyen, pour la confection des programmes d'enseignement, pour la distribution, la subdivision ou l'augmentation des chaires d'enseignement, pour la création et la collation de degrés ou de titres relatifs à l'enseignement de la pharmacie, pour le prix d'admission aux cours, pour la conduite et le maintien des élèves; pour les examens nécessaires à l'obtention des diplômes et généralement pour le développement et le progrès de la faculté et de l'enseignement de la pharmacie, et que pour la réalisation des fins de la corporation, pourvu que ces règlements ne soient pas incompatibles avec les dispositions de cette loi, et autres fins.

JOSEPH EDOUARD WILFRID LECOURE,
JOS. CONTANT,
SERAPHIN LACHANCE,
A. D. QUINTIN,
HENRI LANCTOT,
JOSEPH BOUTIN,
ALFRED LAURENCE,
EDMOND VADEBONCŒUR

Montréal, 5 janvier 1906. 263.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes concernant la Compagnie de Chemin de fer Québec Central et pour augmenter les pouvoirs de la dite compagnie et autoriser:

1° La détournement et la reconstruction de la présente ligne de Beauce Station sur le chemin de fer Québec Central à Beauceville, sur la dite ligne connue comme l'Extension de la Chaudière.

2° Ensuite construire de Beauceville jusqu'à la rivière Famine, une distance d'environ neuf milles.

3° Ensuite suivre la rivière Famine jusqu'à son partage des eaux, près du village de Langeville, et

sum of \$250,000, amending in consequence the acts 54 Victoria, chapter 53 and 5 Edward VII, chapter 90; 2. an increase of the school tax from 25 cents to 40 cents per hundred dollars, amending in consequence the acts 32 Victoria, chapter 16; 34 Victoria, chapter 12; 36 Victoria, chapter 33; 55-56 Victoria, chapter 61, and 4 Edward VII, chapter 50.

E. BRASSARD,
218 Attorney.

The estate of the late Félix Décarie, in his lifetime, farmer, of the village of Notre-Dame de Grâce Ouest, district of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for an act authorizing the heirs of said estate to immediately divide amongst them the properties depending thereof, and also for other purposes therewith connected.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for the petitioners.

Montreal, 9th January, 1906. 230

Province of Quebec, }
District of Montreal. }
PUBLIC NOTICE.

Public notice is given by Messrs. Joseph Edouard Wilfrid Lecours, Jos. Contant, Séraphin Lachance, A. D. Quintin, Henri Lanctôt, Joseph Boutin, Alfred Laurence and Edmond Vadeboncœur, all druggists, of the city of Montreal, in the district of Montreal, that they will petition the Quebec Legislature, at its next session, to be incorporated under the name of "L'École de Pharmacie de l'Université Laval, at Montreal", with power to teach pharmacy at Montreal, to acquire and alienate movable and immovable properties, to exercise the powers granted to corporations in general, and more especially, to receive whatever share may be accrued out of the partition or winding up of the Montreal College of Pharmacy, as well as to make all by-laws which may be considered advantageous or necessary for the management and administration of the properties of the corporation; the admission of members of the corporation; the appointment of professors and dean of the same, for preparing programmes of instruction, for the distribution, subdivision or increase of chairs of teaching, the creation and conferring of degrees or titles in relation to the teaching of pharmacy, to fix the price of admission to lectures, for the conduct and discipline of the pupils, to establish necessary examinations for the granting of such diplomas, and in general for the proper development and progress of the faculty and teaching of pharmacy, and for the attainment of the purposes of the present corporation, provided such regulations are not incompatible with the provisions of this law, and such other purposes.

JOSEPH EDOUARD WILFRID LECOURE,
JOS. CONTANT,
SERAPHIN LACHANCE,
A. D. QUINTIN,
HENRI LANCTOT,
JOSEPH BOUTIN,
ALFRED LAURENCE,
EDMOND VADEBONCŒUR.

Montreal, 5th January, 1906. 264

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the acts relating to the Quebec Central Railway Company and to extend the powers of such company and to authorize:

1. The diversion and rebuilding of the present line from Beauce Station on the Quebec Central railway to Beauceville, on the said line known as the Chaudière Extension.

2. Thence to build from Beauceville to the river Famine, a distance of about nine miles.

3. Thence to follow the river Famine to its watershed, near the village of Langeville, and thence

de la suivant le partage des eaux de la rivière Saint-Jean jusqu'à ou près d'un point sur le chemin Temiscouata, ou près de la station Cabano, avec pouvoir de faire connection avec le dit chemin de fer Temiscouata. Telle ligne d'embranchement devant être connue comme Québec Central Chaudière Extension.

4° Emettre de temps en temps des bons, débentures ou stock de débenture constituant une première charge sur les lignes d'embranchement et leurs appartenances, ou de pouvoir à ce que les bons, débentures et stock de débenture existants et futurs soient une charge sur toute la ligne et ses embranchements et les appartenances d'iceux.

5° Autoriser les directeurs d'agir selon qu'ils jugeront à propos pour la vente ou autrement, avec les actions du fonds social de la dite compagnie, déclarées lui appartenir par jugement de la cour supérieure, à Québec, le quatorzième jour de mars 1903, et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,

Procureurs des requérants.

Québec, 30 novembre 1905. 4051.3

Avis public est par les présentes donné que M. Joseph Dion, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour faire expliquer une clause de donation dans son contrat de mariage avec Marguerite Filion, passé le 9 août 1880, et pourvoir d'une manière pratique à l'application de la dite clause.

THIBAudeau RINFRET,

Avocat du requérant.

Saint-Jérôme, 30 décembre 1905. 101-5

AVIS.

Avis est par le présent donné que "The Lotbinière Lumber Company", compagnie incorporée, ayant son principal bureau d'affaires à Lyster, P. Q., s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour passer une loi afin de ratifier et confirmer à toutes fins un certain acte de vente par E. W. Tobin et F. N. McCrea, à "The Lotbinière Lumber Company", exécuté devant E. H. Bégin, N. P., à Windsor Mills, le 1er août 1902, transportant les propriétés connues comme étant la seigneurie Saint-Jean Deschailions, dans le comté Lotbinière, et afin d'en déclarer cette compagnie seule propriétaire, et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,

Procureurs des requérants.

Québec, 15 janvier 1906. 393.4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "The McGill College and University" pour une loi afin de définir les relations entre l'Université et Collèges situés en dehors de la province de Québec.

W. VAUGHAN,

Secrétaire.

Montréal, 8 janvier 1906. 153.5

Avis public est par le présent donné qu'une application sera faite à l'Assemblée législative de la province de Québec, à sa prochaine session, pour incorporer "Les filles Antoniennes de Notre-Dame de Bonsecours", comme institution charitable et religieuse.

Montréal, 10 janvier 1906. 221.5

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. }
Dans l'affaire de l'augmentation du nombre des directeurs de "The Maskinongé Chair Co."
A une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cette fin, tenue à Maskinongé, le cinq jan-

following the water shed of the river Saint John up to or near a point on the Temiscouata railway, or near Cabano Station, with power to make connection with the said Temiscouata railway. Such branch line to be known as the Quebec Central Chaudière Extension.

4. To issue from time to time bonds, debentures or debenture stock constituting a first charge upon the branch lines and their appurtenances or to provide that existing and future bonds, debentures and debenture stock be a charge upon the whole line and its branches and the appurtenances thereof.

5. To empower the directors to deal as they think proper, by sale or otherwise, with the shares in the capital stock of the said company, declared to belong thereto by the judgment of the superior court, at Quebec, of the fourteenth day of March, 1903, and for other purposes.

W. & A. H. COOK,

Attorneys for applicants.

Quebec, 30th November, 1905. 4052

Public notice is hereby given that Mr. Joseph Dion, farmer, of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, will apply to the Legislature, at its next session, to a gift in his marriage contract with Marguerite Filion, passed on 9th August, 1880, and to provide in a practical way to the application of the said covenant.

THIBAudeau RINFRET,

Advocate for said petitioner

Saint Jérôme, 30th December, 1905. 102

NOTICE.

Notice is hereby given that The Lotbinière Lumber Company, a body corporate, having its principal place of business at Lyster, P. Q., will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to ratify and confirm for all purposes a certain deed of sale by E. W. Tobin and F. N. McCrea, to The Lotbinière Lumber Company, passed before E. H. Bégin, N. P., at Windsor Mills, on first day of August, 1902, conveying the properties known as the seigniorie of Saint Jean Deschailions, in the county of Lotbinière, and to declaring the said company sole proprietor thereof, and for other purposes.

W. & A. H. COOK,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 15th January, 1906. 394

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, on behalf of McGill College and University for an act to define the relations between the University and Colleges situate outside the province of Quebec.

W. VAUGHAN,

Secretary.

Montreal, 8th January, 1906. 154

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislative Assembly of the province of Quebec, at its next session, to incorporate "The Antonian Daughters of Our Lady of Good Help", as a charitable and religious institution.

Montreal, 10th January, 1906. 222

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. }
In the matter of the increase of the number of directors of "The Maskinongé Chair Co."
At a special general meeting duly called for that purpose, held at Maskinongé, on the fifth of Jan-

vier mil neuf cent six, il a été proposé par M. Gaspard Lafrenière, secondé par M. Oscar Lafrenière, que le nombre des directeurs de la compagnie dite "The Maakinongé Chair Co." soit augmenté de cinq à sept.

Ce règlement a été approuvé par au moins les deux tiers en valeur du capital représenté par les actionnaires présents à cette assemblée spéciale générale convoquée pour en délibérer.

[L. S.]

(Signé) L. G. A. SAUCIER,
Président.
D. LUPIEN,
Secrétaire.

Publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, sous l'autorité de l'article 4713a des S. R. P. Q.

571

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Dame Maria J. H. Lambert, de Marieville, dit district, épouse commune en biens de Lucien Benoit, du même lieu, commerçant, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Lucien Benoit, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
L. P. FOURNIER,
Procureur de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 2 février 1906. 575

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
Marie L. Fournier, de Sainte-Marie de Monnoir, dit district, épouse commune en biens de Achille Alix, cultivateur, du même lieu, judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Achille Alix, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
L. P. FOURNIER,
Procureur de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 2 février 1905. 577

Province de Québec,
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 229.
Dame M. A. Dezois, épouse de Henri Blais, ferblantier, du village de Napierville, dans le district d'Iberville, Demanderesse ;

vs

Le dit Henri Blais, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, prise par la demanderesse contre le défendeur.

LAMARCHE & LEBLANC,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Jean, 21 décembre 1905. 605

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 161.
Dame Brigitte Murphy, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Richard Doody, Demanderesse ;

vs

Richard Doody, de la paroisse de Saint-Mathias, dans le district de Saint-Hyacinthe, Défendeur ;

et

Daniel Mullins, de Magog, dans le district de Saint-François, Mis en cause.
Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, à Saint-Hyacinthe, dit district, le 18 novembre 1905.

L. T. MARECHAL,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 6 février 1906. 603

uary, one thousand nine hundred and six, it was moved by Mr. Gaspard Lafrenière, seconded by Mr. Oscar Lafrenière, that the number of the directors of the said company "The Maskinongé Chair Co." be increased from five to seven.

This by-law was approved by at least two thirds in value of the capital represented by the shareholders present at this special general meeting called to consider it.

[L. S.]

(Signed) L. G. A. SAUCIER,
President.
D. LUPIEN,
Secretary.

Published in the *Quebec Official Gazette*, under the authority of article 4713a of the R. S. P. Q.

572

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*
Dame Maria J. H. Lambert, of Marieville, said district, wife common as to property of Lucien Benoit, of the same place, merchant judicially authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Lucien Benoit, Defendant.
An action for separation as to property was, this day, instituted by plaintiff against the defendant.
L. P. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.

Saint-Hyacinthe, 2nd February, 1906. 576

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*
Marie L. Fournier, of Sainte-Marie de Monnoir, said district, wife common as to property of Achille Alix, of the same place, farmer judicially authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Achille Alix, Defendant.
An action for separation as to property was, this day, instituted against the defendant.
L. P. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.

Saint-Hyacinthe, 2nd February, 1906. 578

Province of Quebec,
District of Iberville. } *Superior Court.*
No 229.
Dame M. A. Dezois, wife of Henri Blais, tinsmith, of the village of Napierville, in the district of Iberville, Plaintiff ;

vs

The said Henri Blais, Defendant.
An action for separation of property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

LAMARCHE & LEBLANC,
Attorneys for plaintiff.

Saint-Johns, 21st December, 1905. 606

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*
No 161.
Dame Brigitte Murphy, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Richard Doody, Plaintiff ;

vs

Richard Doody, of the parish of Saint-Mathias, district of Saint-Hyacinthe, Defendant ;

and

Daniel Mullins, of Magog, district of Saint-François, Mis en cause.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, at Saint-Hyacinthe, said district, on the 18th November, 1905.

L. T. MARECHAL,
Attorney for plaintiff.

Saint-Hyacinthe, 6th February, 1906. 604

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Amanda Bousquet, épouse commune en biens de Arthur Benoit, de la paroisse de Verchères, district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice par jugement de cette cour,
Demanderesse :

vs

Arthur Benoit, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trente-unième jour de janvier mil neuf cent six.
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 5 février 1906. 599

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2917.

Dame Olive Martel, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Louis Duplessis, charretier, du même lieu.
CHARLEMAGNE RODIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 6 février 1906. 639

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*
Comté de Rouville. }
No 19.

Dame Angéline Bessette, de Richelieu, dit district, épouse commune en biens de Charles Choquette, du même lieu, marchand, judiciairement autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Choquette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.
L. P. FOURNIER,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 27 janvier 1906. 519.2

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure*
No 3838.

Dame Emma Parent, de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Médéric Sansregret, manufacturier, du même lieu, a, ce jour, intenté contre son mari une action en séparation de biens.
TELLIER & LADOUCEUR,
Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 20 janvier 1906. 423.3

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*

Dame Eliz Cadieux, du village de Sainte-Agathe des Monts, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Léon Marier, boulanger, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Léon Marier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de janvier 1906.
PREVOST & RINFRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 11 janvier 1906. 269.4

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 281.

Dame Nellie May Elizabeth Saultry, épouse de William B. Ferral, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.
LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 10 janvier 1906. 299.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Amanda Bousquet, of the parish of Verchères, district of Richelieu, wife common as to property of Arthur Benoit, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

Arthur Benoit, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on the thirty first day of January, nineteen hundred and six.
GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th February, 1906. 600

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2917.

Dame Olive Martel, of the city and the district of Montreal, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Louis Duplessis, carter, of the same place.
CHARLEMAGNE RODIER,
Plaintiff's attorney.
Montreal, 6th February, 1906. 610

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth, } *Superior Court.*
County of Rouville. }
No. 19.

Dame Angéline Bessette, of Richelieu, said district, wife common as to property of Charles Choquette, of the same place, merchant, judicially authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Charles Choquette, Defendant.
An action for separation as to property was, this day, instituted by plaintiff against defendant.
L. P. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 27th January, 1906. 520

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3838.

Dame Emma Parent, of the parish of Saint-Paul, in the district of Joliette, wife common as to property of Médéric Sansregret, manufacturer, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.
TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 20th January, 1906. 424

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 281.

Dame Nellie May Elizabeth Saultry, wife of William B. Ferral, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.
LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 10th January, 1906. 300

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2543.

Dame Délina Gauthier, of the city and district of Montreal, wife of Joseph M. Leroux, contractor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Joseph M. Leroux, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on this day.
JULIEN & BERARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th December, 1905. 4456

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
No 2.

Arthur Maher, ci-devant marchand, de la paroisse de Saint-Simon, dit district, et maintenant absent en lieux inconnus, a été, ce jour, poursuivi en séparation de corps et de biens par son épouse, Dame Arsélie Jalbert, du dit lieu de Saint-Simon, dûment autorisée.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 2 janvier 1906. 223-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 398.

Dame Aurélie Beauchamp, épouse de Napoléon Rochon, entrepreneur, de la cité de Montréal, a intenté, aujourd'hui, une action en séparation de biens contre son mari.

DUPUIS & SÉNÉCAL,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 8 janvier 1906. 193-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3115.

Dame Délia Poirier, épouse commune en biens de Benjamin Cantin, menuisier, des cités et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURAULEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 8 janvier 1906. 245 5

Avis est donné que Dame Agnès Faubert, de Montréal, épouse de Joseph J. Saint-Jean, commis, de Montréal, poursuit, ce jour, son dit mari, en séparation de biens, J. O. Lantier, avocat de la demanderesse, Montréal, 13 janvier, 1906. 389.4

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1534.

Dame Annie Greenberg, des cités et district de Montréal, épouse commune en biens de Samuel Bazaar, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs
Samuel Bazaar, des cités et district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HENRY WEINFELD,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 24 janvier 1906. 481.3

Avis est par le présent donné que l'assemblée biennale des actionnaires de la compagnie du pont Richelieu sera tenue à la Townsend Memorial Hall, dans Clarenceville, mardi, le 13e jour du mois de février 1906, à une heure P. M., pour l'élection des directeurs et autres affaires.

C. N. BURWORT,
Secrétaire-trésorier.
Clarenceville, 27 janvier 1906. 495.2

AVIS PUBLIC.

DANS LA COUR DE L'ÉCHEQUIER DU CANADA.

Le Ministre des Chemins de Fer et Canaux pour la Puissance du Canada, Demandeur;

et
"The Quebec Southern Railway Company" et
"The South Shore Railway Company",
Défendeurs.

Avis public est par les présentes donné que toute personne ayant quelques réclamations contre les compagnies de chemins de fer ci-dessus mentionnées, ou leurs propriétés, ou aucune d'elles, vendues en vertu d'un ordre de cette cour, est requise de

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
No. 2.

Arthur Maher, heretofore merchant, of the parish of Saint Simon, said district, and now of parts unknown, has been sued, to-day, for separation in bed and board and as to property by his wife, Dame Arsélie Jalbert, of the said place of Saint Simon, duly authorized.

LUSSIER, GENDRON & ROY,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 2nd January, 1906. 224

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 398.

Dame Amélie Beauchamp, wife of Napoléon Rochon, contractor, of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

DUPUIS & SÉNÉCAL,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 8th January, 1906. 194

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3115.

Délie Poirier, wife common as to property of Benjamin Cantin, joiner, of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, has instituted an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURAULEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 8th January, 1906. 246

Notice is given that Dame Agnès Faubert, of Montreal, wife of Joseph J. Saint Jean, clerk, of Montreal, sued, this day, her said husband, in separation as to property. J. O. Lantier, attorney for plaintiff, Montreal, 13th January, 1906. 390

Province of Quebec,
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 1534.

Dame Annie Greenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Samuel Bazaar, of the same place, merchant, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs
Samuel Bazaar, of the city and district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HENRY WEINFELD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 24th January, 1906. 483

Notice is hereby given that the biennial meeting of the shareholders of the Richelieu Bridge Company will be held at the Townsend Memorial Hall, Clarenceville, on Tuesday, the 13th day of February, 1906, at one o'clock P. M., for the election of directors and other business.

C. N. BURWORT,
Secretary treasurer.
Clarenceville, 27th January, 1906. 496

PUBLIC NOTICE.

IN THE EXCHEQUIER COURT OF CANADA.

Between: The Minister of Railways and Canals for the Dominion of Canada, Plaintiff;

and
The Quebec Southern Railway Company, and the South Shore Railway Company,
Defendants.

Public notice is hereby given that any person having any claim against the above mentioned railway companies, or their property, or either of them, sold under an order of this court, is required to file his claim on or before the first day of March,

produire sa réclamation le ou avant le premier jour de mars 1906, entre les mains du registraire de la Cour de l'Echiquier du Canada, à Ottawa, province d'Ontario.

On pourra se procurer des blancs de l'affidavit requis au soutien de telle réclamation, en s'adressant au soussigné, ou au sequestre, G. C. Dessaulles, écrivain, 26, rue Saint-Sacrement, Montréal, P. Q.
Daté, à Ottawa, ce 4^{me} jour de janvier 1906.

L. A. AUDETTE,
Registraire, Cour de l'Echiquier,
Ottawa, Canada.

129-5

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra par eucan public, mercredi, le vingt et unième (21^e) jour de février 1906, dans la bâtisse connue sous le numéro 46, rue Craig Ouest, ou anciennement connue sous le numéro 562, rue Craig, à 10 heures a. m., dans la cité de Montréal, les effets de bagage non réclamés, en la possession de la compagnie, n'ayant pas été réclamés dans l'espace de douze (12) mois; et sur le produit de la dite vente, la compagnie retiendra tels taux et charges raisonnables pour l'emmagasinage, les annonces et la vente de ces marchandises et effets et le surplus du produit de la dite vente, s'il en reste, sera retenu par la compagnie pendant une période de trois mois, pour être remis à quiconque aura droit.

La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique,

Par W. G. ANNABLE,
Agent général du bagage.
Montréal, 2 janvier 1906. 47.6

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
In re J. Morand, Valleyfield, Qué., Insolvable.

Avis est donné que le 5^e jour de février 1906, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 10 février 1906. 595

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 261.

In re Nathan Fickler, Trois-Rivières, Qué.,
Failli.

Avis est donné que nous avons préparé un second et dernier bordereau de collocations, lequel sera payable à notre bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le ou après le vingt-sixième jour de février 1906.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Curateurs conjoints.

No 2, Place d'Armes, Montréal,
Montréal, 10 février 1906. 579

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Auguste Sorignet, marchand de vins, Montréal, Insolvable.

Avis est donné que le 2^{ème} jour de février 1906, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

A. D. 1906, with the registrar of the Exchequer Court of Canada, at Ottawa, province of Ontario.

Form of the affidavit required in support of such claim can be obtained upon application to the undersigned, or to the receiver, G. C. Dessaulles, esq., 26, Saint Sacrament street, Montreal, P. Q.

Dated at Ottawa, this 4th day of January, A. D. 1906.

L. A. AUDETTE,
Registrar Exchequer Court,
Ottawa, Canada.

130

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Wednesday, the twenty-first day of February, 1906, in the building known as No. 46, Craig street West or previously known as No. 562, Craig street, at ten o'clock A. M., in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve (12) months; and that the company out of the proceeds of such sale, will retain such tolls and all reasonable charges for storing, advertising and selling of such goods and baggage, and the balance of the proceeds of such sale, if any, shall be kept by the company for a period of three (3) months to be paid over to any person entitled thereto.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per W. G. ANNABLE,
General baggage agent.
Montreal, 2nd January, 1906. 48

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*

In re J. Morand, Valleyfield, Que., Insolvent.

Notice is given that on the 5th day of February, 1906, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month from this date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 10th February, 1906. 596

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 261.

In re Nathan Fickler, Three Rivers, Que.,
Insolvent.

Notice is given that we have prepared a second and final dividend, which will be payable at our office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on or after the twenty-sixth day of February, 1906.

A. LAMARCHE,
M. BENOIT,
Joint curators,

No. 2, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 10th February, 1906. 580

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Auguste Sorignet, wine merchant, Montreal, Insolvent.

Notice is given that on the 2nd day of February, 1906, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above-named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre nos mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 2 février 1906. 567

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure*
No 243.

Dans l'affaire de Eugène Bérubé, marchand, de la ville de Fraserville, commerçant, Failli ;

et
Thomas Langlais, de la ville de Fraserville, commerçant, Réclamant.

Avis est donné que le 3 février courant, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours de cet avis.

P. LANGLAIS,
Curateur.

Fraserville, 3 février 1906. 611

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re J. W. Cadieux, épiciier, des cité et district de Montréal, Insolvable ;

et
Clovis Laporte, avocat, des cités et district de Montréal, Requérant.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.

55, St-Frs. Xavier, Montréal.
Montréal, 7 février 1906. 631

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de John H. Forbes, de Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que le 7^e jour le février courant, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de la date de cet avis.

H. G. TEMPLE,
Curateur.

151, rue Saint-Jacques, Montréal. 635

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

In re Alexandre Napoléon Drouin, marchand général, de l'Assomption, district d'Ottawa, Insolvable ;

vs

Hudon & Orsali, épiciers en gros, des cité et district de Montréal, Requérants.

Avis est par le présent donné que le dit insolvable, a fait, ce jour, un abandon judiciaires de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Ottawa, à Hull, dit district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoires.

55, rue Saint-François Xavier, Montréal.
Hull, 6 février 1906. 629

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

P. J. CHARTRAND,
P. L. TURGEON,
Joint curators.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 2nd February, 1906. 568

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court*
No. 243.

In the matter of Eugene Bérubé, merchant, of the town of Fraserville, Insolvent

and
Thomas Langlais, of the town of Fraserville, trader, Claimant.

Notice is given that by order of the court, on the 3rd of February instant, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an assignment of it for the benefit of his creditors.

Claims duly sworn to must be filed in my hands, within 30 days from this notice.

P. LANGLAIS,
Curator.

Fraserville, 3rd February, 1906. 612

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re J. W. Cadieux, grocer, of the city and district of Montreal, Insolvent ;

and
Clovis Laporte, lawyer, of the city and district of Montreal, Petitioner.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary office of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. provisional guardians.

55, St. Frs. Xavier, Montreal,
Montreal, 7th February, 1906. 632

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of John H. Forbes, of Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th day of February instant, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

H. G. TEMPLE,
Curator.

151, Saint James street, Montreal. 636

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*

In re Alexandre Napoléon Drouin, general merchant, of l'Assomption, district of Ottawa, Insolvent ;

vs

Hudon & Orsali, wholesale grocers, of the city and district of Montreal, Petitioners.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court for the district of Ottawa, at Hull, said district.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. prov. guardians.

55, Saint François Xavier street, Montreal.
Hull, 6th February, 1906. 630

En Liquidation

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 En vertu de l'acte de liquidation et ses amendements.

Dans l'affaire de "The National Tool and Axe Works", Failli.

Avis est par le présent donné que par jugement rendu par la cour supérieure, le 26^e jour de janvier 1906, les soussignés ont été nommés liquidateurs conjoints des biens de la compagnie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la compagnie faillie, sont requises de les produire entre les mains des soussignés, au greffe du protonotaire, Trois-Rivières, dans le délai accordé par la loi.

J. A. PROVENCHER,
 JOHN W. ROSS,
 Liquidateurs conjoints.

"National Tool and Axe Works",
 en liquidation.
 6 février 1906. 607

Société dissoute

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 Avis de dissolution de société.

Re Auguste Sorignet & Edgar Perron, commerçants, et faisant affaires comme tels, à Montréal, sous la raison sociale de Sorignet & Perron.

Avis est par les présentes donné que nous avons été nommés liquidateurs conjoints à la société dissoute ci-haut mentionnée, par un jugement de la cour supérieure, en date du 3 février 1906.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON.

55, Saint-François-Xavier, Montréal. 627

Règle de Cour

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 No 24.

Le troisième jour de février mil neuf cent six.

Dans l'affaire de Dame Marie Louise Hébert, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse contractuellement séparée de biens de Delphis H. Langlois, meublier, de la dite ville de Saint Jean, et de lui dûment autorisée aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs

Oscar L. Messier, hôtelier, de la ville de Farnham, district de Bedford,
 Défendeur ;

et

Eugène Messier, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville,
 Tiers-saisi.

En vertu de l'ordre de cette cour, en date de ce jour, et vû l'allégation de l'insolvabilité du défendeur, les créanciers du dit défendeur sont requis de produire leurs réclamations en cette cause, au greffe du protonotaire de cette cour, accompagnées d'un état de compte avec pièces justificatives, sous quinze jours après la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, conformément à l'article 673 du code de procédure civile.

ALPHONSE MORIN,
 Protonotaire O. S.

Saint-Jean, 3 février 1906. 573

In Liquidation

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court*
 Under the winding up act and its amendments.

In the matter of the National Tool and Axe Works, Insolvent.

Notice is hereby given that by judgement rendered by the superior court, on the 26th day of January, 1906, the undersigned were appointed joint liquidators to said company.

All parties having claims against the company insolvent, will file claims with the undersigned, at the prothonotary's office, Three Rivers, within the delay allowed by law.

J. A. PROVENCHER,
 JOHN W. ROSS,
 Joint liquidators.

National Tool & Axe Works,
 In liquidation.
 6th February, 1906. 608

Dissolution of partnership

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Notice of dissolution of partnership.

Re Auguste Sorignet & Edgar Perron, traders, and doing business as such in the city of Montreal, under the firm and style of Sorignet & Perron.

Notice is hereby given that we have been appointed joint liquidators to the above mentioned dissolved society, by a judgment of the superior court, dated 3rd February, 1906.

P. J. CHARTRAND,
 P. L. TURGEON.

55, Saint François Xavier, Montreal. 628

Rule of Court

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 No 24.

The third day of February, nineteen hundred and six.

In the matter of Dame Marie Louise Hébert, of the town of Saint Johns, district of Iberville, wife separated as to property of Delphis H. Langlois, furniture manufacturer, of the said town of Saint Johns and by him duly authorized,
 Plaintiff ;

vs

Oscar L. Messier, hotelkeeper, of the town of Farnham, district of Bedford,
 Defendant ;

and

Eugène Messier, farmer, of the parish of Sainte-Brigide, district of Iberville,
 Garnishee.

Under the order of this court, given this day, and seeing the obligation of the insolvency of the defendant, the creditors of said defendant are called upon to file their claims in this cause, in the office of the prothonotary of this court, accompanied by statement of account with proper vouchers, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

ALPHONSE MORIN,
 Prothonotary S. C.

Saint Johns, 3rd February, 1906. 574

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } OSWALD BIRNEY,
No. 7712. } Demandeur ; contre
FERDINAND GRANGER ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Ferdinand Granger :

1° Une terre aise et située dans le canton de Grantham, étant le quart sud-est du lot numéro douze, du premier rang du dit canton, connue et désignée comme étant le numéro huit (8), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du premier rang du dit township de Grantham, comté de Drummond—avec bâtisses dessus érigées.

Comme appartenant à Louis Comtois :

2° Un terrain de forme irrégulière, étant les cent arpents nord-est des lots 2 et 5, du cadastre officiel pour le canton de Grantham, la ligne sud-ouest a été tirée parallèle aux lignes des rangs, étant à une distance de la rivière Saint François suffisante pour former les dits cent arpents ; bornée au nord-est et au sud-est par la dite rivière Saint-François, et au nord-ouest par le lot No 7 (Philippe Paris), et au sud-ouest par le résidu des dits lots 2 et 5, appartenant à Médéric Lavoie.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le VINGT-UNIÈME jour de FEVRIER prochain 1906, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif,
Arthabaska, 7 janvier 1906. 337.2

[Première publication, 20 janvier 1906.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOSEPH ALFRED MOREN-
No 783 } CY, Demandeur ; contre
PHILEAS DOYON, Défendeur.

1° Le lot numéro six cent cinquante-six (656), du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Marie, Beauce—circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro six cent cinquante-huit (658), du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Marie, Beauce—circonstances et dépendances.

3° Le lot numéro six cent soixante (660), du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Marie, Beauce—circonstances et dépendances.

4° Le lot numéro huit cent vingt-deux (822), du cadastre officiel de la paroisse Sainte-Marie, Beauce—circonstances et dépendances ; sauf et à distraire d'icelui, le terrain vendu à la corporation municipale de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, pour les fins de chemin public.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de la Beauce, le VINGT-UNIÈME jour de FEVRIER prochain (1906), à ONZE heures de l'avant midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif,
Village Saint-Joseph, Beauce, 17 janvier 1906. 329.2

[Première publication, 20 janvier 1906.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } OSWALD BIRNEY,
No. 7712. } Plaintiff ; against FER-
DINAND GRANGER ET AL, Defendants.

As belonging to Ferdinand Granger :

1. A farm lying and being in the township of Grantham, being the quarter part south east of lot number twelve, in the first range of said township, known and distinguished as being number eight (8), of official plan and book of reference for cadastre of first range in said township of Grantham, county of Drummond—with buildings thereon erected.

As belonging to Louis Comtois :

2. A piece of land of irregular form, being the hundred arpents north east of lots 2 and 5, of official cadastre for the township of Grantham, the south west line has been drawn parallel to ranges lines, being at a sufficient distance of the Saint Francis river to form the said one hundred arpents ; bounded north easterly and south easterly by the said Saint Francis river, and north westerly by lot No. 7, (Philippe Paris), and south westerly by the remainder of said lots 2 and 5, belonging to Médéric Lavoie.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, 1906, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif,
Arthabaska, 17th January, 1906. 338

[First published, 20th January, 1906.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JOSEPH ALFRED MOREN-
No. 783. } CY, Plaintiff ; against PHI-
LEAS DOYON, Defendant.

1. Lot number six hundred and fifty six (656), of the official cadastre of the parish of Sainte Marie, Beauce—circumstances and dependencies.

2. Lot number six hundred and fifty eight (658), of the official cadastre of the parish of Sainte Marie, Beauce—circumstances and dependencies.

3. Lot number six hundred and sixty (660), of the official cadastre of the parish of Sainte Marie, Beauce—circumstances and dependencies.

4. Lot number eight hundred and twenty two (822), of the official cadastre of the parish of Sainte Marie, Beauce—circumstances and dependencies ; reserving and exempting therefrom the land sold to the municipal corporation of the parish of Sainte Marie de la Beauce, for the purposes of a public road.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marie de la Beauce, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next (1906), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif,
Village of Saint Joseph, Beauce, 17th January, 1906. 330

[First published, 20th January, 1906.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.
Province de Québec, } JOSEPH ST ONGE,
District de Beauharnois. } Demandeur; contre
No 1243. } URGELE CARRIERE,
Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro trois cents (300), de la dite paroisse de Saint-Stanislas de Kostka—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Stanislas de Kostka, JEUDI, le HUITIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 5 février 1906. 581
[Première publication, 10 février 1906.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Kamouraska.
Fraserville, à savoir: } LA COMPAGNIE MAR-
No 4189. } L TINEAU, Demande-
resse; contre JOSEPH LEVESQUE, forgeron, de
Notre-Dame du Lac, Défendeur, à savoir:

Un emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame du Lac Témiscouata, dans le comté de Témiscouata, faisant partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze, du cadastre de la dite paroisse, dans le premier rang d'icelle, de cent pieds de front sur cent pieds de profondeur; borné au nord-est au chemin de Témiscouata, au sud à Philippe Chamberland, au sud-ouest et au nord à l'autre partie du dit lot No 94—avec une maison dessus construite et servant de boutique de forgeron au premier étage et de logement au défendeur au second étage.

A charge par l'acquéreur de payer à Moïse Morin, fils, une rente annuelle de quatre piastres, payable le premier août de chaque année, suivant conditions verbales faites entre le dit Moïse Morin, fils, et le défendeur, vers le mois de juin 1904.

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame du Lac, MERCREDI, le VINGT ET UNIEME jour de FEVRIER prochain, à UNE heure ET DEMIE de l'après-midi.

J. ELZ. POULIOT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 16 janvier 1906. 317.2
[Première publication, 20 janvier 1906.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.
Province of Quebec, } JOSEPH ST ONGE,
District of Beauharnois. } Plaintiff; against
No. 1243. } URGELE CARRIERE,
Defendant.

A lot lying and situated in the parish of Saint Stanislas de Kostka, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Stanislas de Kostka, as number three hundred (300)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Stanislas de Kostka, on THURSDAY, the EIGHTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 5th February, 1906. 582
[First published, 10th February, 1906.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Kamouraska.
Fraserville, to wit: } LA COMPAGNIE MAR-
No. 4189. } L TINEAU, Plaintiff;
against JOSEPH LEVESQUE, blacksmith, of
Notre Dame du Lac, Defendant, to wit:

A lot situate in the parish of Notre Dame du Lac Témiscouata, forming part of lot number ninety four, of the cadastre of the said parish, in the first range thereof, of one hundred feet in front by one hundred feet in depth; bounded on the north east by the Témiscouata road, on the south by Philippe Chamberland, on the south west and on the north by the other part of the said lot No. 94—with a house thereon erected and used as a blacksmith's forge on the first story and as the defendant's dwelling on the second story.

Subject to the charge of upon the purchaser of paying to Moïse Morin, junior, a yearly life rent of four dollars, payable on the first day of August of every year, according to verbal agreement between the said Moïse Morin, junior, and the defendant, about the month of June, 1904.

To be sold at the church door of Notre Dame du Lac, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of FEBRUARY next, at HALF PAST ONE of the clock in the afternoon.

J. ELZ. POULIOT,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 16th January, 1906. 318
[First published, 20th January, 1906.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **L**UDGER LALIBERTÉ,
No 80. } rentier, de la paroisse
de Saint-François, Demandeur; vs WILBROD
TELESPHORE FOURNIER, médecin, du même
lieu, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le septième jour de juin 1905, à la porte de l'église de Saint-François, aura lieu à DIX heures du matin, le PREMIER jour de MARS prochain, à la porte de l'église de Saint-François.

Le dit immeuble faisant partie du lot de terre connu sous le numéro cinquante (50), du dit cadastre; borné au nord au chemin public, à l'est à sieur Prudent Blais, au sud au dit No cinquante, et à l'ouest à Eugène Bélanger. Le tout pour être vendu suivant les conditions d'un bail à rente consenti le sept avril 1852, par J. B. Langlois à J. B. Morin; à charge d'une rente de six piastres annuellement et rachetable à volonté pour une somme de cent piastres.

GEO. ROY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 7 février 1906. 623
[Première publication, 10 février 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **J**OHNNY BUTTEY,
No 127. } cultivateur, de la
paroisse de Saint-Marcel, comté de l'Islet, Deman-
deur; contre VICTOR BERNIER, cultivateur, du
même lieu, Défendeur, et le dit défendeur.

Une terre située en le cinquième rang du canton Arago, en la paroisse de Saint-Marcel, comté de l'Islet, contenant trois arpents et quatre perches de front sur la profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le dit canton Arago, sous le numéro douze A (12 A), du dit cinquième rang—avec les bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Marcel, le VINGT ET UNIÈME jour de FÉVRIER mil neuf cent six, à NEUF heures de l'avant-midi.

GEO. ROY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 16 janvier 1906. 357.2
[Première publication, 20 janvier 1906.]

FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit: } **L**UDGER LALIBERTÉ,
No. 80. } rentier, of the parish
of Saint Francis, Plaintiff; vs: WILBROD TELESPHORE FOURNIER, physician, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which should have taken place at ten o'clock in the forenoon, on the seventh day of June, 1905, at the church door of Saint François, will take place at TEN o'clock in the forenoon, on the FIRST day of MARCH next, at the church door of Saint François.

The said immovable forming part of the lot of land known as number fifty (50), of the said cadastre; bounded on the north by the public road, on the east by Mr. Prudent Blais, on the south by the said number fifty, and on the west by Eugène Bélanger. The whole to be sold subject to a lease or rent passed on the seventh of April, 1852, by J. B. Langlois to J. B. Morin; subject to the charge of a rent of six dollars a year and redeemable at will for a sum of one hundred dollars.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Sheriff
Montmagny, 7th February, 1906. 624
[First published, 10th February, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Montmagny, to wit: } **J**OHNNY BUTTEY, far-
No. 127. } mer, of the parish of
Saint Marcel, county of l'Islet, Plaintiff; against
VICTOR BERNIER, farmer, of the same place,
Defendant, and the said defendant.

A land situate in the fifth range of the township of Arago, in the parish of Saint Marcel, county of l'Islet, containing three arpents and four perches in front by the depth, known and described on the official plan and book of reference for the said township Arago, as number twelve A (12A), of the said fifth range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Marcel, on the TWENTY FIRST day of FEBRUARY, one thousand nine hundred and six, at NINE of the clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Sheriff
Montmagny, 16th January, 1906. 358
[First published, 20th January, 1906.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**A ME EMILY MARGA-
No 875. } RET CAVERHILL,

épouse de George Caverhill, des cité et district de Montréal, marchand, séparée de biens de son dit mari et par lui spécialement autorisée par les présentes, et le dit George Caverhill afin d'autoriser sa dite épouse, Demanderesse; contre les terres et tenements de DAME ANNA AMELIA MACKAY, épouse de William Percival Carter, ci-devant de Cowansville, dans le district de Bedford, maintenant de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, avocat, séparée de biens de son dit mari et par lui spécialement autorisée par les présentes, et le dit William Percival Carter, afin d'autoriser et assister sa dite épouse, Défendeurs, et Hormidas Laporte *et al*, Opposants.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Anna Amélia Mackay, et en sa possession, l'immeuble suivant, à savoir:

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **D**A ME EMILY MARGA-
No. 875. } RET CAVERHILL, wife

of George Caverhill, of the city and district of Montreal, merchant, from her said husband separated as to property and by him hereto specially authorized, and the said George Caverhill authorizing his said wife, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME ANNA AMELIA MACKAY, wife of William Percival Carter, heretofore of Cowansville, in the district of Bedford, and now of Saint Lambert, in the district of Montreal, advocate, from her said husband separate as to property and by him hereto specially authorized, and the said William Percival Carter, to authorize and assist his said wife, Defendants, and Hormidas Laporte *et al*, Opposants.

Seized as belonging and in the possession of the said female defendant, Dame Anna Amélia Mackay, the following immoveable, to wit:

Ce lot de terre situé dans le quartier ouest de la cité de Montréal, connu sous le numéro cent quatre (104), des plan et livre de renvoi officiels d'icelui, contenant cent vingt-sept pieds de largeur sur cent quatorze pieds sept pouces de profondeur sur la ligne nord-ouest, et cent quinze pieds sept pouces de profondeur sur la ligne sud-est, mesure anglaise, plus ou moins; borné au front par la rue Saint-Pierre, en arrière par le lot numéro cent deux, appartenant à James Hutton ou ses représentants, et lot numéro cent trois, appartenant à John A. Tiffin, d'un côté par la rue LeMoine, et de l'autre côté par le lot numéro cent cinq appartenant à Alexander Urquhart ou ses représentants—avec quatre entrepôts en pierre de taille sus-érigés.

Sujet aux charges suivantes: conformément au jugement rendu par M. le juge J. S. Archibald, en date du dix-septième jour de janvier 1906.

A. A la charge en faveur des opposants Hormidas Laporte *et al.* (Laporte, Martin & Cie.), de maintenir jusqu'au premier de mai (1908) le bail de Dame Anna A. Mackay à eux comme locataires, passé devant Proulx, notaire, le douzième jour de mars 1900, et renouvelé conformément à l'option y mentionnée pour le terme devant expirer le 1er mai 1908 la dite option ayant été exercée par déclaration des dits H. Laporte *et al.*, faite le seizième jour de mai 1902, devant M^{re} Proulx, notaire, le tout conformément aux termes et conditions du dit bail tel que renouvelé.

B. A la charge de la somme de \$5,000.00 (cinq mille piastres), devant être reçue par La Banque des Cantons de l'Est sur les revenus qui seront payables par les locataires en vertu du dit bail ainsi continué comme susdit, comme suit, à savoir: \$1,000.00 le 1er février 1906, aux termes des deux actes de transport de la dite Dame Mackay à la dite banque, passés devant Reddy, notaire, un le 15e jour de mai 1903, et l'autre le 3e jour de novembre 1903; \$1,000.00 le 1er mai 1906, \$1,000.00 le 1er août 1906; \$1,000.00 le 1er novembre 1906, aux termes d'un acte de transport de la dite Dame Mackay à la dite banque, passés devant Reddy, notaire, le 25e jour de février 1904, et \$1,000.00 le 1er février 1907, aux termes d'un acte de transport de la dite Dame Mackay à la dite banque, passé devant Reddy, notaire, le 7e jour de mars 1904.

C. A la charge de la somme de \$1,000.00 devant être reçue par l'opposant William H. Walsh, sur les revenus qui seront payables par les locataires en vertu du dit bail ainsi continué comme susdit, le 1er jour de mai 1907, aux termes d'un transport de la dite Dame Mackay au dit Walsh, passé devant Reddy, notaire, le 23e jour d'août 1904.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, ci-devant annoncée comme devant avoir lieu le vingtième jour de juillet dernier (1905), aura lieu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du shérif, Montréal, 8 février 1906. 639
[Première publication, 10 février 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: MATHILDA CLEROUX, No 2247, du village du Boulevard Saint-Paul, épouse séparée de biens de Albert Lamoureux, journalier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes, Demanderesse; contre les terres et tenements de JEAN-BAPTISTE CLEROUX, ci-devant du village du Boulevard Saint-Paul, dit district, et maintenant de la cité de Cohoes, comté d'Albany, état de New-York, l'un des états-unis d'Amérique, Défendeur.

Deux lots de terre ou emplacements situés dans

That certain lot of land situate in the west ward of the city of Montreal, known as number one hundred and four (104), on the official plan and book of reference thereof, containing one hundred and twenty seven feet in width by one hundred and fourteen feet seven inches in depth on the north west line, and one hundred and fifteen feet seven inches in depth on the south east line, english measure, and more or less; bounded in front by Saint Peter street, in rear by lot number one hundred and two, belonging to James Hutton or his representatives, and lot number one hundred and three, belonging to John A. Tiffin, on one side by LeMoine street, and on the other side by lot number one hundred and five, belongi g to Alexander Urquhart or representatives—with four cut stone warehouses thereon erected.

Subject to the following charges: according to the judgment rendered by Mr. Justice J. S. Archibald, dated the seventeenth day of January, nineteen hundred and six.

A. To the charge in favor of the opposants Hormidas Laporte *et al.* (Laporte, Martin & Cie.) of maintaining until the first May (1908) the lease from Dame Anna A. Mackay to them as lessee, made before Proulx, notary, on the 12th March, 1900, and renewed pursuant to the option therein setforth for the term to expire on the 1st May, 1908, the said option having been exercised by declaration of the said H. Laporte *et al.*, made on the 16th May, 1902, by M^{re} Proulx, notary, the whole according to the terms and provisions of said lease as renewed.

B. To the charge of the sum of \$5,000.00 (five thousand dollars), to be received by The Eastern Townships Bank out of the rentals to become payable by the lessees in virtue of the said lease so continued as aforesaid, as follows, to wit: \$1,000.00 on the 1st February, 1906, in terms of two deeds of transfer from said Dame Mackay to said Bank executed before Reddy, notary, one on the 15th May, 1903, and the other on the 3rd November, 1903; \$1,000.00 on the 1st May, 1906, \$1,000.00 on the 1st August, 1906; \$1,000.00 on the 1st November, 1906, in terms of a deed of transfer from said Dame Mackay to said Bank, executed before Reddy, notary, on the 25th February, 1904, and \$1,000.00 on the 1st February, 1907, in terms of a deed of transfer from said Dame Mackay to said Bank, executed before Reddy, notary, on the 7th March, 1904.

C. To the charge of the sum of \$1,000.00 to be received by the opposant, William H. Walsh, out of the rentals to become payable by the lessees in virtue of the said lease so continued as aforesaid, on the 1st May 1907, in terms of a transfer from the said Dame Mackay to the said Walsh, made before Reddy, notary, on the 23rd August, 1904.

Notice is hereby given that the sale of immoveable seized in this cause, formerly announced to take place on the twentieth day of July last (1905), will take place at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 8th February, 1906. 640
[First published, 10th February, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: MATHILDA CLEROUX, No. 2247, of the village of Boulevard Saint-Paul, wife separated as to property of Albert Lamoureux, laborer, of the same place, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of JEAN BAPTISTE CLEROUX, heretofore of the village of Boulevard Saint Paul, said district, and now of the city of Cohoes, county of Albany, state of New York, one of the united states of America, Defendant.

Two lots or pieces of land situate in the village of

le village du Boulevard de la ville Saint-Paul, dans le district de Montréal, ayant front sur la rue Davidson, dans la dite ville, connus et désignés sous les numéros six et sept, de la subdivision du lot numéro officiel trois mille neuf cent douze (3912-6 et 7), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtiments dessus construits ; le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 16 janvier 1906. Shérif, 319.2
[Première publication, 20 janvier 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CANADA INDUSTRIAL
No 2619. } COMPANY (LIMITED),
corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A" annexée au bref en cette cause, de DAME CLARA GLASS, de Notre-Dame de Grâces Ouest, épouse séparée quant aux biens de William John Clarke, marchand, du même endroit, et le dit William John Clarke pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse, maintenant entre les mains de Louis Saint-Jean, de Montréal, dûment nommé curateur au délaissement fait par la dite défenderesse.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse et en la possession du dit curateur, les immeubles suivants, savoir :

Un lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros deux cent cinquante-quatre (254), dix cent cinquante-cinq (255), deux cent cinquante-six (256), deux cent cinquante-sept (257), deux cent cinquante-huit (258), de la subdivision officielle de partie du lot primitif numéro officiel cent soixante-trois (163) ; borné le dit lopin de terre du côté nord-est par partie du lot numéro officiel cent soixante-cinq (165), du côté nord-ouest par le lot numéro officiel de la dite subdivision deux cent cinquante-neuf (163-259), du côté sud-est par le lot numéro officiel de la dite subdivision deux cent cinquante-trois (163-253), et du côté sud-ouest par portion du lot numéro officiel de la dite subdivision deux cent vingt-neuf (163-229), du dit lot primitif numéro officiel cent soixante-trois, ce dernier étant situé dans la paroisse de Notre-Dame de Grâces, sur le chemin public appelé "Upper Lachine Road", sans garantie de droit de passage ou autres droits dans et sur le dit lot numéro officiel de la dite subdivision deux cent vingt-neuf (229), du dit lot primitif numéro officiel cent soixante-trois (163).

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 25 janvier 1906. Shérif, 379.2
Première publication, 20 janvier 1906, est nulle.
[Première publication, 27 janvier 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CANADA INDUSTRIAL
No 467. } COMPANY, LIMITED,
corps politique et incorporé suivant la loi, et ayant son principal bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée "A", annexée au bref en cette cause, de FRANK BULLER, des cité et district de Montréal, Défendeur, maintenant entre les mains de Charles

Boulevard of the town Saint Paul, in the district of Montreal, fronting on Davidson street, in the said town, known and described as numbers six and seven, of the subdivision of lot official number three thousand nine hundred and twelve (3912-6 and 7), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected ; the whole forming one and the same plot of ground.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the fore-noon.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's office, Montreal, 16th January, 1906. Sheriff, 320
[First published, 20th January, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CANADA INDUSTRIAL
No. 2619 } COMPANY (LIMITED),
a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A" annexed to the writ in this cause, of DAME CLARA GLASS, of Notre-Dame de Grâces West, wife separated as to property of William John Clarke, merchant, of the same place, and the said William John Clarke to authorize his wife for the purposes hereof, Defendant, now in the hands of Louis Saint-Jean, of Montreal, duly appointed curator to the surrender made by the said female defendant.

Seized as belonging to the said female defendant, and in the possession of the said curator, the following immoveables, to wit :

A lot of land known and described on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, as numbers two hundred and fifty four (254), two hundred and fifty five (255), two hundred and fifty six (256), two hundred and fifty seven (257) and two hundred and fifty eight (258), of the official subdivision of a part of the primitive lot official number one hundred and sixty three (163) ; said lot being bounded on the north east side by part of the official lot number one hundred and sixty five (165), on the north west side by the lot official number of the said subdivision two hundred and fifty nine (163-259), on the south east side by the lot official number of the said subdivision two hundred and fifty three (163-253), and on the south west side by part of the lot official number of the said subdivision two hundred and twenty nine (163-229), of the said primitive lot official number one hundred and sixty three, this latter lot being situate in the parish of Notre Dame de Grâce, on the road called "Upper Lachine Road", without warranty of passage or other rights in and on lot official number of the said subdivision two hundred and twenty nine (229), of the said primitive lot official number one hundred and sixty three (163).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 25th January, 1906. Sheriff, 380
First publication, 20th January, 1906, is null.
[First published, 27th January, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } CANADA INDUSTRIAL
No. 467. } COMPANY, LIMITED,
a body politic and incorporated by law, and having its chief business office in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements mentioned and described in the schedule marked "A", annexed to the writ in this cause, of FRANK BULLER, of the city and district of Montreal, Defendant, now in the hands of Charles

B. Falardeau, gérant de la "Canada Industrial Company", du même lieu, nommé curateur au délaissement fait par le dit défendeur.

1° Un lopin de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros officiels un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept et huit, inclusivement, de la subdivision officielle de partie du lot primitif numéro officiel cent soixante et trois (163); borné le dit lopin de terre du côté nord-est par partie du lot numéro officiel deux cent trente (230), de la dite subdivision, du côté nord-ouest par le lot numéro officiel neuf (9), de la dite subdivision, du côté sud-est par le chemin public, communément appelé "Upper Lachine Road", et du côté sud-ouest par partie du lot primitif numéro officiel cent soixante et deux (162)—avec bâtisses et dépendances, formant une seule et même exploitation; étant situé le dit lopin de terre sur le dit chemin public, en la paroisse de Notre-Dame de Grâce, la présente saisie étant faite sans garantie de droit de passage ou autres droits dans et sur le dit lot numéro officiel deux cent trente (230), de la dite subdivision officielle du dit lot primitif numéro officiel cent soixante et trois (163).

2° Un lopin de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous les numéros officiels dix et onze (10 et 11), de la subdivision officielle de partie du lot primitif numéro officiel cent soixante-trois (163); borné le dit lopin de terre du côté nord-est par partie du lot numéro officiel deux cent trente (230), de la dite subdivision, du côté nord-ouest par le lot officiel douze (12), de la dite subdivision, du côté sud-est par le lot numéro officiel neuf (9), de la dite subdivision, et du côté sud-ouest par partie du lot primitif numéro officiel cent soixante et deux (162) — avec clôtures et dépendances, formant une seule et même exploitation; étant situé le dit lot primitif numéro officiel cent soixante et trois (163), sur le chemin public appelé "Upper Lachine Road" dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce; la présente saisie étant faite sans garantie de droit de passage ou autres droits dans et sur le dit lot numéro officiel deux cent trente (230), de la dite subdivision officielle de partie du dit lot primitif numéro officiel cent soixante et trois (163).

3° Un lopin de terre situé sur le dit chemin public, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, et connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro officiel deux cent trente-trois (233), de la subdivision officielle de partie du lot primitif numéro officiel cent soixante et trois (163); borné du côté nord-est par partie du lot numéro officiel cent soixante et cinq (165), du côté nord-ouest par le lot numéro officiel deux cent trente-quatre (234), de la dite subdivision, du côté sud-est par le dit chemin public allant à Lachine, et du côté sud-ouest par le lot numéro officiel deux cent trente-deux (232), de la dite subdivision officielle.

4° Un lopin de terre situé à courte distance du dit chemin public allant à Lachine, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, et connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la dite municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro officiel deux cent trente-cinq (235), de la dite subdivision officielle de partie du dit lot primitif numéro officiel cent soixante et trois (163); borné du côté nord-est par partie du lot numéro officiel cent soixante et cinq (165), du côté nord-ouest par le lot numéro officiel deux cent trente-six (236), de la dite subdivision, du côté sud-est par le lot numéro officiel deux cent trente-quatre (234), de la dite subdivision officielle, et du côté sud-ouest par partie du lot numéro officiel deux cent trente (230), de la dite subdivision officielle—avec bâtisses et dépendances; la présente saisie étant faite sans

B. Falardeau, manager of the Canada Industrial Company, of the same place, appointed curator to the surrender made by the said defendant.

1. A lot of land known and described on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, as the official numbers one, two, three, four, five, six, seven and eight, inclusively, of the official subdivision of a part of the primitive lot official number one hundred and sixty three (163); said lot of land being bounded on the north east side by part of the lot official number two hundred and thirty (230), of the said subdivision, on the north west side by the lot official number nine (9), of the said subdivision, on the south east side by the public road, commonly called "Upper Lachine Road", and on the south west side by part of the primitive lot official number one hundred and sixty two (162)—with buildings and dependencies, forming one and the same plot of ground; said lot of land being situated on the public road, in the parish of Notre Dame de Grâce, the present seizure is being made without warranty of right of passage or others rights in and on the said lot official number two hundred and thirty, of the said official subdivision of the said primitive lot official number one hundred and sixty three (163).

2. A lot of land known and described on the said official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, as the official numbers ten and eleven (10 and 11), of the official subdivision of part of the primitive lot official number one hundred and sixty three (163); said lot of land being bounded on the north east side by part of lot official number two hundred and thirty (230), of the said subdivision, on the north west side by the official lot twelve (12) of the said subdivision, on the south east side by the lot official number nine (9), of the said subdivision, and on the south west side by part of the primitive lot official number one hundred and sixty two (162)—with fences and dependencies, forming one and the same plot of ground; the said primitive lot official number one hundred and sixty three (163), being situated on the road called the "Upper Lachine Road", in the parish of Notre Dame de Grâce; the present seizure being made without warranty of the right of passage or other rights in and on the said lot official number two hundred and thirty (230), of the said official subdivision of part of the primitive lot official number one hundred and sixty three (163).

3. A lot of land situate on the said public road, in the parish of Notre Dame de Grâce, and known and described on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, as the official number two hundred and thirty three (233) of the official subdivision of part of the primitive lot official number one hundred and sixty three (163); bounded on the north east side by part of the lot official number one hundred and sixty five (165), on the north west side by the lot official number two hundred and thirty four (234), of the said subdivision, on the south east side by the said public road leading to Lachine, and on the south west side by the lot official number two hundred and thirty two (232), of the said official subdivision.

4. A lot of land situate at a short distance from the said public road leading to Lachine, in the parish of Notre Dame de Grâce, and known and described on the said official plan and book of reference for the said municipality of the parish of Montreal, as the official number two hundred and thirty five (235), of the said official subdivision of part of the said primitive lot official number one hundred and sixty three (163); bounded on the north east side by part of the lot official number one hundred and sixty five (165), on the north west side by the lot official number two hundred and thirty six (236), of the said subdivision, on the south east side by the lot official number two hundred and thirty four (234), of the said official subdivision, and on the south west side by part of the official number two hundred and thirty (230), of the said official subdivision—

garantie de droits de passage ou autres droits dans et sur le dit lot numéro officiel deux cent trente (230), de la dite subdivision officielle de partie du dit lot rimatif numéro officiel cent soixante et trois (163).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 25 janvier 1906. 381.2
Première publication, 20 janvier 1906, est nulle.
[Première publication, 27 janvier 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **R**AOUL BERGEVIN ; vs
No 1738. } **R**AMOS ROBERTS, à
savoir :

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à la porte de l'église de Sainte-Foye, le 30 janvier dernier, aura lieu au MEME ENDROIT, le VINGT-SEPTIEME jour de FEVRIER courant, à DIX heures du matin.

A distraire des dits lots saisis le lot No 352 en troisième lieu décrit.

J. B. AMYOT,
Bureau du Shérif. Député Shérif.
Québec, 8 février 1906. 637
[Première publication, 10 février 1906.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

No 4261. } **A**NATOLE FILION, de la paroisse
de Notre-Dame de Québec, mar-
chand de bois, Demandeur ; contre LEON LAVOIE,
du village de Fall River, dans l'état du Massachu-
setts, Etats-Unis, Défendeur.

La partie nord-est du lot de terre désignée par le numéro trois cent quatre-vingt-seize (396), au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-François-Xavier de la Petite Rivière, la dite partie contenant cinq arpents de front sur le fleuve Saint-Laurent, sur la profondeur du dit lot ; bornée au nord-est par les lots Nos 393 et 394, au nord-ouest par le lot 397, et au sud-ouest par le reste du dit lot No 396.

(N. B. Ce terrain se trouve dans les caps, près de la ligne qui sépare la comté de Charlevoix de celui de Montmorency.)

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François-Xavier de la Petite Rivière, le DOUZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ELIE MALTAIS,
Bureau du Shérif. Shérif.
Malbaie, 6 février 1906. 601
[Première publication, 10 février 1906.]

with buildings and dependencies; the present seizure being made without warranty of right of passage or other rights in or on the said official number two hundred and thirty (230), of the said official subdivision of part of the said primitive lot official number one hundred and sixty three (163).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 25th January, 1906. 382
First publication, 20th January, 1906, is null.
[First published, 20th January, 1906.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **R**AOUL BERGEVIN ; vs
No. 1738. } **R**AMOS ROBERTS, to
wit :

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which should have taken place at the church door of Sainte Foye, on the 30th of January last, will be made at the SAME PLACE, on the TWENTY SEVENTH day of FEBRUARY instant, at TEN of the clock in the forenoon.

Reserving from the said lots seized the lot No. 352 in thirdly described.

J. B. AMYOT,
Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Quebec, 8th February, 1906. 638
[First published, 10th February, 1906.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

No. 4261. } **A**NATOLE FILION, of the parish
of Notre Dame de Québec, dealer
in wood, Plaintiff ; against LEON LAVOIE, of the
village of Fall River, in the state of Massachusetts,
United States, Defendant.

The north east part of the lot of land described as number three hundred and ninety six (396), of the official cadastre for the parish of Saint François Xavier de la Petite Rivière, the said part containing five arpents in front on the Saint Lawrence, by the depth of the said lot ; bounded on the north east by lots Nos. 393 and 394, on the north west by lot 397, and on the south west by the residue of the said lot No. 396.

(N. B. This lot is on the hills, near the line which divides the county of Charlevoix from that of Montmorency.)

To be sold at the church door of the parish of Saint François Xavier de la Petite Rivière, on the TWELFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

ELIE MALTAIS,
Sheriff's Office. Sheriff.
Malbaie, 6th February, 1906. 602
[First published, 10th February 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saguenay.

No 1686. } DELPHIS MERCIER et NAPO-
LEON MERCIER, tous deux
de la cité de Québec, épiciers, y faisant affaires sous
les nom et raison de Louis Mercier & Cie, Deman-
deurs; contre EDOUARD EMOND, Défendeur.

Une maison en bois, de vingt-quatre pieds par
trente, située dans le village de Portneuf, en la
seigneurie de Mille Vaches; bornée au nord au
chemin du Roi, au sud à la rivière, à l'est à Delphis
Emond, et à l'ouest à madame veuve Pascal
Emond, contenant environ cinquante pieds de
largeur sur cent cinquante de longueur, le dit
terrain étant à loyer et appartenant à Dame veuve
Pascal Emond.

Pour être vendue à la porte de l'église de Portneuf,
en la seigneurie Mille Vaches, le VINGT-DEU-
XIEME jour de FEVRIER prochain, à DIX
heures du matin. Le dit bref rapportable suivant
la loi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Malbaie, 15 janvier 1906. 331.2
[Première publication, 20 janvier 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saguenay.

No. 186 } DELPHIS MERCIER and NAPO-
LEON MERCIER, both of the
city of Quebec, grocers, and doing business there
under the style and firm of Louis Mercier & Cie,
Plaintiffs; against EDOUARD EMOND, Defendant.

A wooden house, twenty four feet by thirty, situa-
te in the village of Portneuf, in the seigniorly of
Mille Vaches; bounded on the north by the King's
road, on the south by the river, on the east by Del-
phis Emond, and on the west by Mrs. widow Pascal
Emond, containing about fifty feet in width by one
hundred and fifty in length, said land being leased
from and belonging to Mrs widow Pascal Emond.

To be sold at the church door of Portneuf, in the
seigniorly of Mille Vaches, on the TWENTY SE-
COND day of FEBRUARY next, at TEN o'clock
in the forenoon. The said writ returnable according
to law.

ELIE MALTAIS.

Sheriff's office, Shérif.
Malbaie, 15th January, 1906. 332
[First published, 20th January, 1906.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint François, à savoir: } LEON TRUDEAU,
No 71. } Député registrateur,

et GEORGE LAURENDEAU, menuisier, tous
deux de la ville de Coaticook, dans le district de
Saint-François, en leur qualité d'exécuteurs testa-
mentaires de feu Louis Defond, en son vivant bour-
geois, de Coaticook susdit, Demandeurs; contre
IDA BELOIN, fille majeure et usant de ses droits,
du canton de Hereford, dans le district de Saint-
François, Anna Beloin, épouse commune en biens
de Joseph Marquis, du dit canton de Hereford, et
le dit Joseph Marquis mis en cause pour autoriser
et assister sa dite épouse; Marie Sophie Demers,
épouse commune en biens de Alfred Joyal, cultiva-
teur, du canton de Barford, dans le dit district, et
le dit Alfred Joyal mis en cause, tant pour autori-
ser et assister sa dite épouse qu'en sa qualité de
tuteur conjoint avec sa dite épouse dument nommés
aux enfants mineurs issus du mariage de feu Louis
M. Beloin, en son vivant cultivateur, du dit canton
de Hereford, avec la dite Marie Sophie Demers,
Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dites défenderesses,
Ida Beloin, Anna Beloin et Dame Marie Sophie
Demers, et Alfred Joyal, et la dite Marie Sophie
Demers, tant personnellement en leur qualité sus-
dite, l'immeuble suivant, à savoir:

Cette terre située dans le canton de Hereford,
dans le comté de Compton, et désignée aux plan et
livre de renvoi officiels du dit canton de Hereford,
comme lots numéros sept A (7 A), sept B (7 B) et
six B (6 B), dans le neuvième rang du dit canton de
Hereford, et contenant cent quarante-cinq acres de
terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les
bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-
roisse de St-Venant de Hereford, le VINGTIEME
jour de FEVRIER prochain, à DIX heures de
l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 17 janvier 1906. 373.2
[Première publication, 20 janvier 1906.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
der mentioned LANDS and TENEMENTS has
been seized, and will be sold at the respective time
and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } LEON TRUDEAU, de-
No. 71. } puty registrar, and

GEORGE LAURENDEAU, joiner, both of the
town of Coaticook, in the district of Saint Francis,
in their quality of testamentary executors of the late
Louis Defond, in his lifetime gentleman, of Coati-
cook aforesaid, Plaintiffs; against IDA BELOIN,
spinster in the enjoyment of her rights, of the town-
ship of Hereford, in the district of Saint Francis,
Anna Beloin, wife common as to property of Joseph
Marquis, a party hereunto to authorize and assist
his said wife; Marie Sophie Demers, wife common
as to property of Alfred Joyal, farmer, of the town-
ship of Barford, in the said district, and the said
Alfred Joyal a party hereunto to authorize and
assist his said wife, and in his quality of joint tutor
with his said wife duly appointed to the minor chil-
dren issue of the marriage of the late Louis M.
Beloin, in his lifetime farmer, of the said township
of Hereford, with the said Marie Sophie Demers,
Defendants.

Seized as belonging to the said defendants, Ida
Beloin, Anna Beloin and Dame Marie Sophie
Demers, and Alfred Joyal, and the said Marie
Sophie Demers, as well personally as in their quality
aforesaid, the following immoveable property, to wit:

That certain farm property situate in the town-
ship of Hereford, in the county of Compton, and
designated on the official cadastral plan and book
of reference of the said township of Hereford, as
lots numbers seven A (7 A), seven B (7 B) and six
B (6 B), in the ninth range of the said township of
Hereford, and containing one hundred and forty-
five acres of land in superficies, more or less—with
all the buildings and improvements thereon erected
and made.

To be sold at the church door of the parish
of Saint Venant de Hereford, on the TWEN-
TIETH day of FEBRUARY next, at TEN of the
clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 17th January, 1906. 374
[First published, 20th January, 1906.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Sainte-Scholastique, à savoir : } **WILLIAM H. NOLAN,**
No 19177. }
Demandeur ; contre **EMERY L. RACINE,** Défendeur, à savoir :

Un emplacement situé dans le second rang du township de Grenville, en le village de Calumet, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township de Grenville, sous le numéro quinze Q (15 Q), comprenant sept dixième d'arpent en superficie, plus ou moins—avec une maison et une boutique de forge dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en le village de Grenville, dit district, le **VINGT-UNIEME** jour de **FEVRIER** prochain (1906), entre **ONZE** et **DOUZE** heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
à Sainte-Scholastique, 16 janvier 1906. 375.2
[Première publication, 20 janvier 1906.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Sainte-Scholastique, to wit : } **WILLIAM H. NOLAN,**
No. 19177. }
Plaintiff ; against **EMERY L. RACINE,** Defendant, to wit :

A lot situate in the second range of the township of Grenville, in the village of Calumet, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Grenville, as number fifteen Q (15 Q), containing seven tenths of an arpent in area, more or less—with a house and a forge thereon erected.

To be sold at the roman catholic church door of the village of Grenville, said district, on the **TWENTY FIRST** day of **FEBRUARY** next, between **ELEVEN** and **TWELVE** o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 16th January, 1906. 376
[First published, 20th January, 1906.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **EDMOND NARCISSE,**
No 843. } **BEAUDRY;** Deman-
deur ; vs **JOSEPH GARCEAU,** Défendeur.

1° Un certain terrain ou emplacement situé en la ville de Grand'Mère, contenant soixante pieds de front sur la profondeur de cent vingt pieds ; borné en front par la rue Principale, en profondeur par J. O. H. Ricard, du côté sud-ouest par Edouard Boisvert, et du côté nord-est par Hazarie Garceau, et faisant partie du lot de terre numéro cent quarante (140) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore, et connu et désigné comme étant le lot numéro neuf (9), suivant un plan fait par J. O. Lacoursière, A. G., le 11 mai 1901—avec ensemble une maison dessus construite.

2° Un autre terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Flore, dans la concession sud-est du chemin des Piles, contenant quarante pieds de front sur la profondeur de quatre-vingts pieds ; borné en front par le chemin public, en profondeur et du côté sud-ouest par Benjamin Lavallée, et du côté nord-est par Euchariste Déziel, et faisant partie du lot de terre numéro cent soixante-six (166), du susdit cadastre—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, savoir : l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le **QUATORZIEME** jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le **MEME JOUR**, à **ONZE** heures **ET DEMIE** de l'avant-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 7 février 1906. 625
[Première publication, 10 février 1906.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **EDMOND NARCISSE,**
No. 843. } **BEAUDRY,** Plaintiff ;
vs **JOSEPH GARCEAU,** Defendant.

1. A certain lot or piece of land situate in the town of Grand'Mère, containing sixty feet in front by the depth of one hundred and twenty feet ; bounded in front by Main street, in rear by J. O. H. Ricard, on the south west side by Edouard Boisvert, and on the north east side by Hazarie Garceau, and forming part of lot of land number one hundred and forty (140), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore, and known and described as being number nine (9), on a plan made by J. O. Lacoursière, L. S., on the 11th of May, 1901—together with a house thereon erected.

2. Another lot or piece of land situate in the parish of Sainte Flore, in the concession south east of the Piles road, containing forty feet in front by the depth of eighty feet ; bounded in front by the public road, in rear and on the south west side by Benjamin Lavallée, and on the north east side by Euchariste Déziel, and forming part of the lot of land number one hundred and sixty six (166), of the said cadastre—with the buildings thereon erected.

To be sold, to wit : the lot firstly described, at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the **FOURTEENTH** day of **MARCH** next, at **TEN** o'clock in the forenoon, and the lot secondly described, at the church door of the parish of Sainte Flore, on the **SAME DAY**, at **HALF PAST ELEVEN** of the clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 7th February, 1906. 626
[First published, 10th February, 1906.]

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que "The Guarantee Company of North America", par ordre en conseil, No 513, approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le dix-septième jour d'octobre 1900, a été dûment autorisée, en vertu des dispositions de l'acte 63 Victoria, chapitre 44, à se porter caution en justice dans cette province.

657

Government Notices

Public notice is hereby given that "The Guarantee Company of North America", has, by order in council, No. 513, approved by His Honor the Lieutenant Governor, on the seventeenth day of October, 1900, been duly authorized, pursuant to the provisions of the act 63 Victoria, chapter 44, to become surety before the courts.

658

Avis Divers

District de Québec, }
No 347. } *Cour Supérieure.*
Josephine Ménard, épouse de Harry Swift, de Québec, autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Harry Swift, de Québec, }
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 3 février courant.

P. J. JOLICŒUR,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 3 février 1906.

633

Miscellaneous Notices

District of Quebec, }
No. 347. } *Superior Court.*
Josephine Menard, wife of Harry Swift, of Quebec, authorized to appear in judicial proceeding,

Plaintiff ;

vs

Harry Swift, of Quebec, }
Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 3rd of February instant.

P. J. JOLICŒUR,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 3rd February, 1906.

634

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
ans l'affaire de The British American Hat & Cap Mfg. Co.,

Avis est par le présent donné que le 8e jour de février 1906, nous avons été nommés curateurs des biens de la susdite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite faillie sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,

Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud
Montréal, 8 février 1906.

649

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of The British American Hat & Cap Mfg. Co.

Notice is hereby given that on the 8th day of February, 1906, we were appointed curators to the above estate.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,

Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,
Montreal, 8th February, 1906.

650

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de T. E. Lafrance, L'Annonciation, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que la dite faillie a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint Jacques.
Montréal, 7 février 1906.

647

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of T. E. Lafrance, L'Annonciation, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent have, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Quebec, 7th February, 1906.

648

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de S. H. Frigon & Cie, Trois-Rivières, Qué., Insolvables.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 10 février 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à nos bureaux.

L. E. TASCHEREAU,
H. LAMARRE,

Curateurs conjoints.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 6 février 1906.

653

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of S. H. Frigon & Co., Three Rivers, Que., Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 10th February, 1906, after which date this dividend will be payable at our offices.

L. E. TASCHEREAU,
H. LAMARRE,

Joint curators.

Office : 99, Saint James street
Montreal, 6th February, 1906.

654

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Hormidas W. Légaré, Labelle,
 Insolvable.

Avis est donné par les présentes que le premier jour de février 1906, j'ai été nommé, par ordre de la cour, curateur aux biens de la dite faillite.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau, sous un mois de cette date.

H. LAMARRE,
 Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 6 février 1906. 655

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de J. L. Wilfrid Pepin, 109, Saint-Laurent, Montréal, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24 février 1906, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

H. LAMARRE,
 Curateur.

Bureau : 99, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 8 février 1906. 651

District d'Arthabaska.

Amédé Brunelle, de Stanfold, hôtelier, a, le 31 janvier 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district d'Arthabaska, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 8 février 1906. 643

District de Beauce.

Re Jean Giguère, marchand, Saint-Zacharie, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 31 janvier 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 8 février 1906. 641

District de Québec.

Re Antoine Garneau, Pont Rouge, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 2 février 1906, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 8 février 1906. 645

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 In the matter of Hormidas W. Légaré, Labelle,
 Insolvent.

Notice is given that the first day of February, 1906, by order of the court, I have been appointed curator to the estate.

Sworn claims must be filed at my office, within one month from this date.

H. LAMARRE,
 Curator.

Office : 99, Saint James street.
 Montreal, 6th February, 1906. 656

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of J. L. Wilfrid Pepin, 109, Saint Lawrence, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 24th February, 1906, and after which date this dividend will be payable at my office.

H. LAMARRE,
 Curator

Office : 99, Saint James street.
 Montreal, 8th February, 1906. 652

District of Arthabaska.

Amédé Brunelle, of Stanfold, hotel-keeper, has, on the 31st of January, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Arthabaska, according to law.

V. E. PARADIS,
 Provisional guardian.

Office : 44 Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 8th February, 1906. 644

District of Beauce.

Re Jean Giguère, merchant, Saint Zacharie, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 31st January, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 8th February, 1906. 642

District of Quebec.

Re Antoine Garneau, Pont Rouge, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 2nd February, 1906, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 8th February, 1906. 646

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 6.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — Dmes Beauchamp vs Rochon, 329; Bessette vs Choquette, 328; Bousquet vs Benoit, 328; Cadieux vs Marier, 328; Dozois vs Blais, 327; Faubert vs St. Jean, 329; Fournier vs Alix, 327; Greenberg vs Bazaar, 329; Lambert vs Benoit, 327; Martel vs Duplessis, 328; Menard vs Swift, 342; Murphy vs Doody, 327; Parent vs Sansregret, 328; Poirier vs Cantin, 329; Saultry vs Ferrel, 328.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS : — Dmes Jalbert vs Maher, 329.

ANNONCEURS : — AVIS AUX : — CONCERNANT VIN, ETC. 315.

ASSEMBLÉE BIENNALE : — Cie du Pont Richelieu, 329.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE SPÉCIALE : — The Maskinongé Chair Coy, 326

AVIS : — Ministre des chemins de fer et canaux vs The Quebec Southern Railway and South Shore Railway Coy, 329; The Guarantee Company of North America, 342.

BILLES PRIVÉS : — Parlement fédéral : — Avis au sujet des : — 318.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 321; Conseil législatif, 320; Dates de la réception de bills privés, 318.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS : — Paroisse de Sainte-Anastasia de Nelson, comté de Mégantic, 316.

CERCLE AGRICOLE : — Formation de : — Municipalité de la partie Nord du canton Theford, 316.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS : — William Clapperton & Coy, 317.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Compagnie de chemin de fer Québec et Lac St-Jean, 289; Hamel, Ulric et autres, 324; Joseph Dion, 326; La compagnie du chemin de fer Québec Central, 325; La Commission des écoles catholiques de Montréal, 324; L'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, 324; Les filles Antoniennes de Notre-Dame de Bonsecours, 326; L'École de pharmacie de l'Université Laval, à Montréal, 325; L'Hôpital protestant pour les aliénés, 324; McGill College and University, 326; Québec & James Bay Railway Coy, 324; Succession Félix Décarie, 325; The Lotbinière Lumber Company, 326.

ERRATUM : — Lire : Bareau au lieu de Baron, 324.

FALLIS : — Bérubé, 331; Brunelle, 343; Cadieux, 331; Drouin, 331; Fickler, 330; Forbes, 331; Frigon & Cie, 342; Garneau, 343; Giguère, 343; Lafrance, 342; Légaré, 343; Morand, 330; Pepin, 343; Sorignet 330; The British American Hat & Cap Manufacturing Co, 342.

LETTRES PATENTES : — La Cie Manufacturière de Meubles de Québec, 317; La Cie Minière du Lac Saint-Jean, 317; Métapédia Water Works Co, 317.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 6.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY : — Dmes Beauchamp vs Rochon, 229; Bessette vs Choquette, 328; Bousquet vs Benoit, 328; Cadieux vs Marier, 328; Dozois vs Blais, 327; Faubert vs St. Jean, 329; Fournier vs Alix, 327; Greenberg vs Bazaar 329; Lambert vs Benoit, 327; Martel vs Duplessis, 328; Menard vs Swift, 342; Murphy vs Doody, 327; Parent vs Sansregret, 328; Poirier vs Cantin, 329; Saultry vs Ferrel, 328.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD : — Dmes Jalbert vs Maher, 329.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting not ces. &c., 315.

BIENNIAL MEETING : — Richelieu Bridge Coy, 329.

SPECIAL GENERAL MEETING : — The Maskinongé Chair Coy, 326.

NOTICES : — Minister of railways and canals vs The Quebec Southern Railway and South Shore Railway Coy, 329; The Guarantee Company of North America, 342.

PRIVATE BILLS : — Federal Parliament, notices respecting the : — 318.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 321; Legislative Council, 320; Dates for the reception of private bills, 318.

FARMERS' CLUB DISSOLVED : — Parish of Sainte-Anastasia de Nelson, county of Mégantic, 316.

FARMERS' CLUB : — Formation of : — Municipality of the North part of the township Theford, 316.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — William Clapperton & Coy, 317.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Quebec and Lake Saint John Railway Coy 289; Hamel, Ulric and others, 324; Joseph Dion, 326; The Quebec Central Railway Company, 325; The Board of Catholic Schools of Montreal, 324; L'Association Saint Jean Baptiste de Montreal, 324; The Antonian Daughters of Our Lady of Good Help, 326; L'École de pharmacie de l'Université Laval, à Montréal, 325; Protestant Hospital for the Insane, 324; McGill College University, 326; Québec & James Bay Railway Coy, 324; Estate Felix Décarie, 325; The Lotbinière Lumber Company, 326.

ERRATUM : — Read : Bareau instead of Baron, 324.

INSOLVENTS : — Bérubé, 331; Brunelle, 334; Cadieux, 332; Drouin, 331; Fickler, 330; Forbes, 331; Frigon & Co, 342; Garneau, 343; Giguère, 343; Lafrance, 342; Légaré, 343; Morand, 330; Pepin, 343; Sorignet, 330; The British American Hat & Cap Manufacturing Co, 342.

LETTERS PATENT : — The Quebec Furniture Manufacturing Coy, 317; La Cie Minière du Lac Saint Jean, 317; Métapédia Water Works Co, 317.

LIQUIDATION :—The National Tool and Axe Works, 332.

NOMINATIONS :— Agent des terres de la Couronne : — Saint-Philémon, 315.

Commissionaires pour recevoir affidavits :—315.

Conseillers :—Municipalité de : — Village Saint-Jean-Baptiste de la Pointe-aux-Trembles, 315 ; Saint-Fulgence, 316 ; Notre-Dame du Rosaire, 316 ; Canton Ashford, 316 ; Partie Est du canton Abercrombie, 316.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—En faveur de Henri Girard, 318.

RÈGLE DE COUR :—Dme Hébert vs Messier, 332.

SOCIÉTÉ DISSOUTE :— Sorignet & Perron, 332.

VENTE PAR ENCAN :—Effets non réclamés, 330.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Birney vs Granger et al, 333.

BEAUCE :—Morency vs Doyon, 333.

BEAUHARNOIS :—St. Onge vs Carrière, 334.

KAMOURASKA :—La Cie Martineau vs Levesque, 334.

MONTMAGNY :—Buttey vs Bernier, 335 ; Laliberté vs Fournier, 335.

MONTRÉAL :—Canada Industrial Coy vs Buller, 337 ; Canada Industrial Coy vs Dme Glass, 337 ; Caverhill (Dme) vs Dme Mackay, 335 ; Cléroux (Dme) vs Cléroux, 336.

QUÉBEC :—Bergevin vs Roberts, 339.

SAGUENAY :—Filion vs Lavoie, 339 ; Mercier & Cie vs Emond, 340.

SAINTE-FRANÇOIS :—Trudeau & Laurendeau vs Dme Beloin et al, 340.

TERREBONNE :—Nolan vs Racine, 341.

TROIS-RIVIÈRES :—Beaudry vs Garceau, 341.

LIQUIDATION :—The National Tool and Axe Works, 332.

APPOINTMENTS :— Crown Lands Agent : — Saint-Philémon, 315.

Commissioners to receive affidavits :—315.

Councillors :— Municipality of : — Village Saint-Jean-Baptiste de la Pointe aux Trembles, 315 ; Saint-Fulgence, 316 ; Notre Dame du Rosaire, 316 ; Township Ashford, 316 ; East part of the township Abercrombie, 316.

NOTARIAL MINUTES. APPLICATION FOR TRANSFER :— In favor of Henri Girard, 318.

RULE OF COURT :—Dme Hébert vs Messier, 332.

DISSOLUTION OF PARTNERSHIP :—Sorignet & Perron, 332.

SALE BY AUCTION :—Articles unclaimed, 330.

SHERIFFS' SALES.

ARTHABASKA :—Birney vs Granger et al, 333.

BEAUCE :—Morency vs Doyon, 333.

BEAUHARNOIS :—St. Onge vs Carrière, 334.

KAMOURASKA :—La Cie Martineau vs Levesque, 334.

MONTMAGNY :—Buttey vs Bernier, 335 ; Laliberté vs Fournier, 335.

MONTRÉAL :—Canada Industrial Coy vs Buller, 337 ; Canada Industrial Coy vs Dme Glass, 337 ; Caverhill (Dme) vs Dme Mackay, 335 ; Cléroux (Dme) vs Cléroux, 336.

QUÉBEC :—Bergevin vs Roberts, 339.

SAGUENAY :—Filion vs Lavoie, 339 ; Mercier & Cie vs Emond, 340.

SAINTE-FRANÇOIS :—Trudeau & Laurendeau vs Dme Beloin et al, 340.

TERREBONNE :—Nolan vs Racine, 341.

THREE RIVERS :—Beaudry vs Garceau, 341.

